

Editorial

Un an est passé depuis la première livraison de cette revue. Force nous est de constater que l'année 1989 aurait appelé un déploiement d'énergie théorique et politique bien supérieur à celui que nous sommes à même de produire pour que sa richesse et sa complexité en soient pleinement restituées. Cette année -très longue du point de vue de l'accumulation des facteurs de la crise à venir de dévalorisation du capital productif, trop courte si l'on se place du point de vue du mouvement de concentration/centralisation des forces prolétariennes et communistes-, ne passera pas inaperçue. Comme du reste 1990... Elle aura été marquée par l'approfondissement et la mondialisation de la dévalorisation du capital en circulation dans toutes ses formes, par un ralentissement important de l'accumulation du capital productif, par des restructurations cruciales du marché et de la division internationale du travail et par une longue série d'insurrections et de grèves ouvrières aussi bien au coeur qu'à la périphérie du MPC contre la dévalorisation du capital variable et en particulier contre la baisse du salaire absolu.

Cet éditorial vise à tisser la toile de fond par laquelle des études ultérieures analyseront plus en détails ces différents éléments déclenchant une crise de valorisation planétaire du capital à une date à notre avis très rapprochée -dans le courant de 1990- et d'une ampleur au moins égale à celle de 1981. Le déroulement cyclique du cours historique du MPC est en train de se manifester à nouveau et d'une façon soudaine et brutale par l'emprunt du chemin fatal de la catastrophe de la production incapable à un moment donné d'assurer l'accumulation du capital social. Pour la théorie révolutionnaire, ceci est un motif d'une très grande réjouissance car elle se confirme à la fois en tant qu'unique outil opérant de connaissance critique du présent et elle retrouve sa place en tant qu'arme suprême de la bataille pratique de la classe exploitée contre les conditions de son exploitation.

Les yeux braqués sur les USA.

Le MPC peut être appréhendé pleinement si on observe d'abord son résultat le plus achevé. Depuis la crise mondiale de 1907 ce résultat s'appelle Etats-Unis. C'est pour cette simple raison que nous allons focaliser notre regard sur ce pays sans que cette démarche recèle une quelconque négation du caractère planétaire du capitalisme ou une quelconque identification de l'"ennemi principal" sur lequel attirer toutes les foudres classistes. Le fondement de toute crise capitaliste est la nécessité/inéluctabilité de dévalorisation du capital -qui se manifeste par la disparition pure et simple d'une partie du capital total- pour qu'il puisse être à nouveau lui-même, c'est-à-dire pour que l'accumulation à un degré historique donné de développement des forces productives ait lieu. Mais sur le plan phénoménologique, plusieurs facteurs scandent la venue de la crise, ils la précèdent, ils la conditionnent et, à ce niveau de l'analyse, ils la déterminent. Le facteur communiste du développement révolutionnaire de demain doit se positionner à ce niveau d'abstraction de la réalité tout en approfondissant dans et par son travail théorique ce que plus haut on a défini comme le "fondement de toute crise capitaliste" : le mouvement de valorisation/dévalorisation du capital.

C'est précisément, la succession historique des faits économiques dans leurs corrélations données qui nous importe ici.

Un débat traverse depuis quelques mois les idéologues "économistes" du capital. Est-ce que le cours expansif du MPC connaîtra à brève échéance un "ralentissement" ou bien est-ce qu'il s'agira plutôt d'une "récession" d'une ampleur inégalée depuis l'après guerre? Eux aussi, les yeux bien vissés sur l'économie américaine, tentent de pénétrer -en vain- au sein de la logique de la machine productive sociale pour en déceler les tendances. Pour les communistes, ce débat n'est pas dénué d'intérêt car il recèle la compréhension de la phase actuelle donc de leurs tâches politiques. Nous disions dans les premiers paragraphes de cet éditorial que le monde capitaliste est traversé depuis la mini-crise de 1986 par des interruptions grandissantes de la circulation -éloignement "anormal" des actes d'achat et de vente des marchandises-, par une prolongation du temps de circulation du capital qui a débouché en plusieurs moments de dévalorisation du capital en circulation.

Comment interpréter la chute de la capitalisation boursière du 19 octobre 1987, c'est-à-dire la baisse du prix de marché de la forme particulière de monnaie de crédit que sont les actions? Comment s'expliquer le déclin de l'expression actuelle la plus achevée du capital monétaire, le US \$? Comment saisir encore les raisons profondes des fluctuations vertigineuses du commerce des marchandises, réveillant toutes sortes de tensions protectionnistes, guerrières et xénophobes des différentes fractions "nationales" du capital social et des différents capitaux individuels? Sinon par le fait que le capital présent n'est plus à même d'assurer sa valorisation adéquate. A la fois trop de moyens monétaires et pas assez par rapport au degré déterminé de l'accumulation de nouvelle valeur. Trop car des portions de plus en plus grandes d'argent ne se traduisent pas en capital fixe, en

"investissement directement productif" et en capital variable. Les investissements croissent plus lentement (+ 3.5% en '89 alors qu'ils étaient à + 8.4% en '88 par rapport à l'année précédente), les salaires nominaux stagnent et le salaire réel diminue. Et pas assez car "l'argent se fait plus cher" et les disponibilités des entreprises en capital monétaire chutent sérieusement. 31% du cash flow¹ des sociétés américaines, c'est-à-dire en gros les moyens monétaires dont elles disposent sont utilisés pour rembourser les emprunts et les intérêts. Leur soif de crédit ne cesse de croître en proportions plus importantes que la réalisation du capital-marchandise. Comme conséquence fatale bien entendu on a eu une multiplication des impayés : en '89, 50 sociétés américaines se sont révélées incapables de rembourser 9.3 Mds de US \$ d'emprunts à long terme. A la fin '89, 89% des profits des entreprises est sucé par les remboursements et les intérêts alors que les profits industriels chutent de 16% par rapport à '88 et que les taux d'intérêt ont en moyenne augmenté sur la même période de 14%.

Tassement des investissements productifs signifie, à l'époque de la prédominance de l'extorsion de la plus-value relative, baisse de productivité du travail et arrêt/ralentissement de la baisse des coûts de production.

Mais ceci traduit très précisément la réalité première de cela : ralentissement/arrêt de la valorisation du capital. Les crises du capital productif sont largement impulsées à l'heure de la grande industrie par le mouvement du capital financier. Celui-ci à son tour -étroitement lié à l'extorsion de plus-value dans la production capitaliste de marchandises- subit le cours catastrophique du capital productif au moment où il ne peut plus relever le prix de marché de la marchandise-argent, entraîné vers le bas par la chute de sa demande et par la baisse des prix de marché, des coûts et des prix de production des marchandises. Sur le front du capital financier, au stade actuel, on assiste encore à la dislocation des prix de marché de l'argent qui flambent à un pôle, -les taux d'escompte, directeurs des emprunts à long terme, donc très importants pour les investissements en capital fixe flambent (ils doublent au Japon en un an et en 3 ans aux USA)- et à l'autre pôle, à la dévalorisation des moyens monétaires d'échange et de crédit -les cours des monnaies centrales sont globalement à la baisse ainsi que ceux des actions et obligations².

En d'autres termes, le maintien du degré de valorisation du capital productif d'intérêt en présence de sa dévalorisation croissante passe par une ponction plus importante de la plus-value sociale obtenue par la hausse des intérêts. Les retours du capital initial étant plus compliqués et aléatoires, il faut hausser les prix de marché pour les anticiper au moins partiellement. Aujourd'hui, on assiste à un véritable cannibalisme entre formes monétaires du crédit (actions contre

¹ 22% en pleine crise '73-'75 et 24% dans celle de '81-'82.

² Crise d'octobre '87 des principales bourses mondiales, baisse de près de 30% de la bourse de Tokyo en un an, dégringolade du Yen, de la Livre, dépression du US \$ et du DM...

obligations contre monnaies contre d'autres monnaies et de la totalité de celles-ci contre le profit industriel et commercial ainsi que de ce dernier contre les premières et entre eux). Ce qui est en jeu, c'est la réduction de la plus-value sociale et par conséquent la lutte des 3 formes de fonction du capital industriel -capital productif, capital financier, capital commercial- pour une répartition plus favorable à chacune d'entre elles.

Sur le plan du capital productif et de ses entités individuelles, l'argent plus cher équivaut à la réduction du capital monétaire de réserve, à une rotation plus longue et accidentée du capital fixe, à l'augmentation relative des coûts de production et des prix suite à la stagnation des taux de productivité du travail, à la saturation du temps de travail (utilisation maximale de l'outil de production), à l'érosion relative des profits extraordinaires, à l'essoufflement du marché, à l'augmentation des stocks et ensuite à l'écroulement des prix de marché, c'est-à-dire à la dévalorisation du capital. Il est aisé de comprendre que si l'on se rapporte à la situation actuelle aux USA, ce mouvement en est au stade précédent la dévalorisation du capital productif. Les profits industriels des sociétés chutent en moyenne de 16% par rapport à l'année dernière; l'appel au crédit se fait encore plus pressant en relation avec les craintes de l'année dernière et de l'année d'avant d'une flambée du "loyer" de l'argent et à la dévalorisation des bourses d'octobre '87; les restructurations des divers capitaux individuels s'accélèrent dans le sens de la centralisation/concentration; les investissements se tassent après l'inexorable ascension des taux d'intérêt; les prix des matières premières et auxiliaires d'origine organique ou minérale subissent des secousses grandissantes; les coûts de production ne trouvent plus dans l'augmentation de la composition technique du capital le moyen pour baisser; les salaires stagnent, mais d'un côté on a des luttes économiques qui surgissent pour la défense du niveau de vie et de l'autre, les coûts de maintien du régime du travail salarié augmentent car le tissu social se désagrège et le resserrer coûte de plus en plus cher; la productivité du travail stagne, n'étant plus stimulée par l'introduction massive de nouvelles machines; les prix de marché réagissent à la hausse face à l'augmentation relative des coûts de production; les capacités de production sont très grandes par rapport au marché ou, si l'on veut, le marché est de moins en moins à même d'absorber des marchandises dont le prix de production est trop élevé, donc le pourcentage du temps d'utilisation des moyens de production dans la journée baisse de 9% en un an; les stocks recommencent à gonfler -par exemple, Ford annonce que la surproduction mondiale de voitures particulières sera de 20% en 1990; les moments de l'échange des marchandises -achat et vente- s'éloignent donc ici et là et surgit la tentation de "juguler la concurrence" par la fixation d'un prix de marché inférieur au prix de production. Voilà très exactement où le capital social américain en est maintenant. D'après de nombreux "observateurs", on avance à grand pas vers une phase de stagnation économique ponctuée par des mouvements imprévisibles dans les prix sans que pour autant, on puisse déjà parler de crise du MPC.

L'Etat des USA : principale arme capitaliste anti-cyclique.

Le poids de l'Etat et son rôle ne sont plus à découvrir pour les communistes. Toutes les étapes du cours historique du capitalisme sont ponctuées par l'action/existence de ce facteur majeur de la vie du capital.

A l'origine du MPC, l'Etat structure le marché du travail, impulse l'accumulation par les marchés publics (grands travaux, armements, équipements), forme autour de lui le capital individuel qui porte son nom (entreprises "nationales"), agit pour que les échanges aient lieu dans les meilleures conditions possibles (stabilité politique et sociale, organisation du commerce extérieur) et -pour son aire-, renforce l'équivalent général dans ses diverses fonctions. Au fil du temps, ces différents moments de la vie de l'Etat capitaliste se sont développés grandement. La division internationale du travail et le marché mondial ont accéléré la sélection des formations étatiques, les ont assemblées sur un mode hiérarchique avec des Etats dominant des régions plus larges que leur propre territoire "national" et d'autres Etats.

Dans notre siècle, les USA occupent le sommet de la pyramide. Partie importante du capital social mondial, l'Etat-patron américain détermine largement les destinées du MPC. Son poids spécifique dans l'économie américaine est mesurable par le fait que ses dépenses totales représentent, en 1984, 38.1% du PIB ("Produit Intérieur Brut") et sa progression par le fait que en 1960, elles n'étaient alors "que" de 27.5%.

Aujourd'hui, l'Etat américain "vaut" 10% du PIB mondial si l'on prend comme hypothèse que le PIB des USA est égal environ au 1/4 de ce dernier.

Lors des crises notamment, le rôle de l'Etat -en tant que représentant "impersonnel" du capital social, fonction qui s'ajoute à sa réalité de banquier et de capitaliste productif individuel- est particulièrement important. Pour cette raison, le décryptage dans le présent des possibilités d'avènement de la prochaine crise, son épice, ses modalités,... ne peut se faire sans la compréhension de l'Etat comme facteur économique anti-crise et de sa contradiction insoluble entre sa détermination d'agent suprême du capital social et sa nature de capital individuel.

En guise d'exemple, nous nous arrêterons ici sur la mini-crise de '86 (dont la petite dimension dépend pour beaucoup justement de l'action étatique et tout particulièrement des agissements de l'Etat américain) pour ensuite comparer les limites d'une telle action avec celle d'aujourd'hui, en pleine stagnation et à la veille d'une crise bien plus grave que celle de '86.

Pendant les neuf premiers mois de '86, la production industrielle s'arrête de croître aux USA et en Europe, avec ses corollaires inévitables de remontée des stocks, des carnets de commande par rapport aux ventes effectives, du chômage, de baisse des prix de marché, des salaires et des investissements. Face à cette situation, l'administration américaine met en place une série de mesures qui permettront au capital mondial de remonter la pente, sans que la stagnation se transforme en crise générale. Tout d'abord par la baisse anticipée des taux d'intérêt à court terme, docilement suivis par ceux à long terme.

Dès la mi-'85, USA, Japon et RFA baissent les taux réels³ de la moitié en renflouant les entreprises en capital monétaire à faible prix, condition de base pour que les investissements productifs puissent reprendre et, que par ce biais, les coûts de production puissent retomber. La chute des taux favorise également le déclin rapide du taux de change du dollar vis-à-vis des autres monnaies fortes; cette conséquence est très importante car elle favorise le commerce extérieur américain et renforce la position des entreprises étoilées sur le marché intérieur. Si l'on songe ensuite que le prix du marché du pétrole est à la baisse à cause -entre autre- de la stagnation de la demande en '86, on voit bien qu'un dollar plus "faible" ne se traduit pas en une augmentation significative des coûts de production provoquée par le renchérissement des matières premières et auxiliaires. La deuxième grande action anti-cyclique de l'Etat américain est, toujours en '85, de gonfler les dépenses fédérales (+ 6.4%). On a survolé plus haut la fonction d'entrain de l'Etat vis-à-vis des commandes des marchandises; bien évidemment, elle peut avoir lieu lorsque les taux d'intérêt sont de nature à ne pas faire risquer à l'administration une cessation des paiements et '85 était justement l'année de la baisse générale des taux.

De plus, en ce moment, les prêteurs "étrangers" sont encore au plus haut de leurs disponibilités financières.

Marx clame que l'économie dans sa maturité est une économie monétaire, que le crédit constitue le nerf de la guerre de l'accumulation. Voilà pourquoi la politique économique des Etats est fondamentalement centrée sur la manœuvre du levier monétaire et aussi pourquoi les crises du capitalisme sont avant tout des crises de la circulation et spécialement des crises de la sphère productive d'intérêts.

Le troisième dispositif mis en place par l'Etat américain -conjointement avec les administrations des 6 autres pays capitalistes "occidentaux" dominants- fut postérieur à la mini-crise de '86. Il s'agissait, face à la reprise de la production, d'enrayer la chute des parités des US \$ vis-à-vis du DM et du Yen car à cette condition seulement, les USA pouvaient d'une part financer le budget de l'Etat sans immédiatement relever le taux d'intérêt afin de rendre plus attrayant l'investissement monétaire en dollars et d'autre part, ne pas payer un prix plus salé pour l'approvisionnement en matières premières et auxiliaires dont l'industrie recommençait à être assoiffée. Il fallait inversement éviter que le dollar, après une

³ Purgés des variations des changes.

phase déprimée de son taux de change, ne devienne trop vite une monnaie refuge en faisant par ce biais hausser de manière trop importante son cours; les exportations étoilées en auraient pris un coup. Donc, la solution était la fixation concertée des prix réciproques des devises fortes : 1 US \$ pour 1.80 DM et pour 140 Yens. Ce fut le résultat de la dernière véritable tentative capitaliste de maîtriser l'ensemble monétaire international, ce furent les Accords du Louvre du mois de février '87. Après cette date, les nuages n'ont cessé de s'amonceler à l'horizon. Alors que la reprise de la production industrielle fut par ces actions assurée (+ 5%), son rebond eut comme conséquence une nouvelle poussée des prix suivie par la sempiternelle augmentation des taux d'intérêt finalisée à la maîtrise de la masse monétaire, c'est-à-dire au maintien de la rentabilité du capital productif d'intérêts. La torsion financière de la crise productive fonctionne pendant à peine 8 mois. Les mauvais chiffres du commerce extérieur américain donc la perspective d'une baisse des dividendes payés aux actionnaires par les entreprises suite à une réduction des profits ainsi que la pression à la réévaluation de la rémunération du crédit exprimé en dollars font en sorte que la bourse new-yorkaise craque le 19 octobre 1987, en compagnie des autres, bien sûr. Encore une fois, pour éviter le pire, la seule mesure possible est la détente des taux d'intérêt. Non seulement pour proposer de l'argent à des prix raisonnables, mais aussi pour escamoter l'étranglement de la monnaie de crédit (action).

Phénomène bien connu des communistes, les différentes formes monétaires du crédit sont en concurrence entre elles jusqu'au jour où le crédit lui-même et l'argent dans ses autres fonctions d'unité de compte de la valeur et de moyen de circulation des marchandises ne marchent plus. Et encore une fois, le levier monétaire soulève la production, les entreprises américaines reviennent aux investissements productifs (+ 2.7% en 1987 et 10.5% en 1988), les exportations augmentent de 18% en volume en '88 tandis que les importations n'augmentent seulement que de 8.7%, la consommation des ménages dans la même année est de + 2.8% et le taux de chômage baisse d'1.2% en un an, en se fixant à 5.5% de la population "active".

Cependant, la situation d'un '88 certainement florissant pour l'industrie ne se réduit pas à ces notes roses. Un certain nombre de contradictions s'accumulent en cette année pour commencer à exploser en 1989. Les sociétés s'endettent toujours plus, les coûts de production augmentent en mesure du dépérissement "moral" du capital fixe -sa dévalorisation précoce-, la formation des stocks de marchandises produites s'accélère, les capacités de production saturent, les coûts du travail grimpent à cause de la pénurie de force de travail, l'Etat doit plafonner son budget dont les dépenses n'augmentent pas en '88.

De surcroît, les trois actions anti-crise de l'Etat américain ne peuvent plus être répétées sans difficultés et complications majeures aujourd'hui.

1. la baisse des taux d'intérêt.

La nécessité de renflouer les caisses de l'Etat fédéral couplée à la hausse des taux en RFA et au Japon et aux difficultés de capitalisation bancaire -faillite des

caisses d'épargne, exposition excessive des banques vis-à-vis des pays périphériques du MPC de plus en plus insolvables, faillite de la principale banque d'affaires américaine en obligations à risques (Junks Bonds) Drexel Burnham-rendent impossible toutes réductions de la rémunération du prêt. Témoin de cette incompressibilité des taux, le ratage partiel de l'offre de bons du trésor américain à trente ans du 8 février de cette année. Pour la première fois, pour attirer les financiers japonais, qui d'habitude couvrent de 20 à 40% des emprunts lancés par le gouvernement américain, les autorités monétaires ont dû relever en cours d'émission les taux de 7.87% à 8.50%.

2. la hausse des dépenses fédérales.

Un seul chiffre : -140 Mds de dollars de déficit budgétaire prévu par le Congrès américain pour 1990 alors que d'après Bush, le début d'assainissement nécessiterait un déficit inférieur à 100 Mds. Pour endiguer le dérapage des dépenses étatiques, le choix de la réduction des commandes militaires ne pourra certes pas aider les entreprises stratégiques du dispositif industriel américain à relever leurs ventes de marchandises. La compression des dépenses sociales accompagnée par l'augmentation des impôts produiront des conflits sociaux explosifs. Par conséquent ces manoeuvres budgétaires ne pourront pas être menées à bien sous peine de déséquilibres intolérables.

3. la maîtrise des taux de change.

Les perturbations répétées sur les places boursières, le déclin des échanges commerciaux, les hausses des taux d'intérêt, les crises sociales et politiques qui traversent toute la planète interdisent aux puissances capitalistes la concertation sur les taux de change. La situation actuelle est on ne peut plus explosive; la Banque du Japon continue à relever les taux d'escompte qui sont désormais seulement à trois points (les taux à 1 an sont à un seul point) de différence des pourcentages des taux américains, le Yen est en dévaluation constante vis-à-vis du dollar. Cela ne manquera pas, pour enrayer ce phénomène, de pousser à nouveau à la hausse des taux d'escompte, car un Yen trop faible se traduit en fuite des capitaux monétaires, difficultés dans le financement du budget de l'Etat et hausse des prix en dollars des matières premières et auxiliaires. La RFA pratique déjà des taux d'intérêt semblables aux américains, ce qui fait que l'investissement en DM est aussi attrayant de point de vue de son rendement en profit; cependant, la chute du mur de Berlin, avec toutes les incertitudes qu'elle comporte a fait reculer la valeur du DM exprimé en US \$, ce qui rendra la devise allemande moins attrayante que l'américaine alors que la RFA est en ce moment très friande en capitaux parce qu'elle doit opérer une imposante restructuration productive en RDA. Le résultat sera encore une invariable hausse des taux d'intérêt. Ce qui se dégage assez nettement de ces éléments d'analyse, c'est que chaque pays capitaliste dominant est tenu beaucoup plus qu'en '86 par des contradictions propres qui lui interdisent d'oeuvrer au nom et en conformité avec les intérêts du capital total. La concurrence entre fractions nationales du capital social mondial est en pleine accentuation. Les différents commerciaux entre USA et Japon dans

une atmosphère de recul du commerce mondial, la crainte de tous face à l'unification allemande, l'essoufflement des actions budgétaires des Etats qui naviguent au bord de l'insolvabilité sont autant de symptômes de cela.

C'est pour ces raisons que MC prévoit en des temps rapprochés une crise productive d'envergure qui ne sera pas résorbable par le déploiement des leviers anti-cycliques classiques qui ont par exemple si bien fonctionné en '86. La dévalorisation du capital productif d'intérêts procède à une allure pour le moins soutenue et touche toutes les aires du MPC. Celle du capital productif se manifeste par la baisse des bénéfices des sociétés et par le vieillissement accéléré des moyens de production. Celle du capital commercial s'exprime par le ralentissement des ventes : d'après le rapport du GATT, le commerce mondial croîtra, en valeur, de 5% en 1990 par rapport à 1989 alors qu'en '89 il a augmenté de 7% relativement à '88.

A l'est rien de nouveau... sauf la reconnaissance capitaliste de la crise.

Tout commence avec l'accumulation des facteurs de crise en URSS, pays pivot de cette région du marché mondial. La stagnation de la production industrielle est présente depuis '80-'81 avec une augmentation d'à peine 1% en valeur entre 1980 et '88. En 1989, elle a commencé à baisser de presque deux points. Le déficit de l'Etat par rapport à la valeur globale des marchandises produites est de 13% en '89 alors qu'il était seulement de 2.5% en '85. La productivité du travail, d'après la nouvelle star du régime, Abel Aganbegyan, aurait chuté de 8% dans la première moitié des années '80. La dette de l'Etat est passée de 16% de la valeur globale des marchandises produites, en un an, en 1984 à 45% en '89. Les prix de marché ont augmenté de près de 10%. La balance commerciale est en passe de virer au rouge pour la première fois depuis '74. La production agricole stagne depuis les années '70, ce qui a provoqué une croissance des prix de marché des marchandises agricoles qui se chiffre aujourd'hui à 5.6 fois plus que le prix "officiel" fixé par l'Etat. La production de pétrole, centrale pour drainer des devises fortes, ne croît plus depuis 1980 (elle est même tombée de 4.6% en '89) et rapporte moins à cause de la dépression de prix de marché du brut en '86. La stagnation de ce secteur recèle une foule de conséquences négatives, car la Russie -premier producteur de pétrole du monde et deuxième exportateur derrière l'Arabie Saoudite- récupère 70% des moyens monétaires internationaux des exportations de pétrole et de gaz. La faiblesse des moyens de transport du brut et du gaz naturel, rend vaine toute tentative -impossible par ailleurs en l'état actuel de l'accumulation en Russie- d'en augmenter la production, et l'extraction en Sibérie devient de plus en plus coûteuse car les anciens puits sont épuisés⁴.

Bien que la Russie soit un pays prêteur d'argent, ses crédits sont émis en roubles : la dévalorisation actuelle de la monnaie nationale la rend encore plus faible sur les marchés extérieurs et diminue l'importance -relativement aux monnaies fortes- des intérêts payés par les débiteurs. A cela s'ajoute le fait que les pays endettés vis-à-vis de la Russie sont pour la plupart en position d'insolvabilité. Ce tableau est assez explicite sans que l'on soit obligé d'aligner d'autres données. La Russie vit sa plus grande stagnation depuis la contre-révolution stalinienne, qui est en train de virer en crise aigüe du MPC en cette aire géo-politique. Pour l'heure, nous résumerons ainsi la situation actuelle :

1. Crise de la circulation monétaire.

⁴ Le secteur énergétique absorbe déjà la moitié de l'investissement productif russe.

Le rouble ne cesse de se dévaluer et par rapport aux autres monnaies et par rapport aux autres marchandises non-monnaies. D'après des calculs effectués par des économistes russes, 70 à 150 Mds de roubles en circulation ne trouvent pas la voie de la convertibilité en marchandises données. En d'autres termes, cette masse monétaire, à laquelle il faut ajouter 460 Mds d'épargne forcée, n'en est pas une. la crise monétaire est arrivée à un point tel de dévalorisation qu'une fraction des moyens monétaires ne sont plus que du papier incapable de fonctionner non seulement comme moyen de paiement (crédit) mais aussi comme moyen de circulation et unité de compte de la valeur.

2) Crise de la production d'énergie.

On l'a vu plus haut, les coûts d'extraction trop élevés⁵, l'instabilité du marché mondial, les coûts de transport incompressibles, le déclin des investissements, les agitations nationalistes en Azerbaïdjan (région qui fournit 70% des équipements pétroliers et gaziers russes), les mouvements ouvriers en Sibérie malgré la toute nouvelle législation anti-grèves, les dons de charbon, pétrole et gaz à la Roumanie pour contenir l'explosion sociale sont autant de facteurs de la crise énergétique. Déjà, les effets sur la production industrielle se multiplient; des usines sont obligées de s'arrêter par pénuries de matières premières et auxiliaires extractives; la Hongrie risque l'étranglement car les russes ont augmenté le prix de marché du brut et en ont plafonné les exportations.

3) Stagnation de la production agricole.

La pénurie des biens de consommations agricoles dans laquelle vivent les prolétaires des pays de l'Est européen n'est plus à décrire tant elle l'a déjà été par les plumitifs des pays "libres" occidentaux.

L'Etat russe, face à cette dure réalité a emprunté la seule voie possible pour le capital: piloter la crise désormais inéluctable par des actions qui rétablissent les "équilibres" économiques. En voici les deux grandes lignes :

a) dévaluer le rouble de 50% pour ramener la masse des moyens monétaires à une quelconque congruité avec les échanges par l'abandon progressif de la fixation à priori des prix de marché d'une partie importante de marchandises.

b) réduire le budget de l'Etat dont le déficit de plus en plus coûteux à financer s'élève à près de 100 Mds de roubles en 1989. Pour ce faire, l'Etat impulse la dévalorisation de la fraction "non-profitable" du capital-Etat en vendant aux privés ou en poussant à la faillite des centaines d'entreprises, il réduit les dépenses en systèmes d'armes de 14%, d'où sa frénésie "pacifiste", il arrête les "aides" aux pays subalternes -chacun pour soi, mais quand même armée russe pour tout le monde-, il s'efforce d'attirer les capitaux occidentaux par la "dite" ouverture et notamment les capitaux allemands, il coupe l'investissement

⁵ Note (5) :

D'après le gouvernement russe, le prix par tonne de pétrole s'élève à 72 roubles alors que le prix pratiqué sur le marché mondial est à peine de 30 roubles.

productif de près de 30% dans la branche manufacturière et de 40% dans le secteur extractif.

La terrible cure à laquelle s'est soumis le capitalisme russe ne lui épargnera pas bien évidemment crises et troubles sociaux. Les premiers symptômes de cela sont visibles un peu partout dans sa région du marché mondial. Les luttes ouvrières⁶ et les agitations nationalistes et raciales sont là et elles s'amplifient chaque fois plus. Deux menaces surtout pèsent aujourd'hui sur le régime et sur la deuxième puissance économique et militaire mondiale⁷ : la reprise des grèves dans les mines et les puits et les velléités de sécession des républiques baltes, les plus riches et les plus industrialisées de la fédération russe. La crise de la société civile ne manquera pas de rendre vaines les tentatives de contenir la portée de la crise de valorisation du capital social total. MC publiera prochainement une analyse plus détaillée de la situation en Russie et des phénomènes sociaux s'y rapportant.

Un pour un....ou pour deux ?

La Russie est aussi au centre de la plus audacieuse manoeuvre stratégique de l'après-guerre : l'attraction d'encore plus de capitaux allemands dans sa section du marché mondial et la neutralisation militaire du front Ouest. Comme l'avait prévu la gauche communiste dite italienne, la RFA est déjà au coeur du pôle russo-centrique du marché mondial, avec une monnaie qui est la deuxième mondiale dans les transactions marchandes internationales -encore loin bien sûr du US \$- et dans les réserves des Etats (21% en '89 -il y a 12 ans le taux était seulement de 11%; le US \$ est quant à lui passé pour la même période de 78% à 60%).

En Europe orientale, la progression du DM comme monnaie "officielle" est encore plus frappante et elle est en passe de remplacer le dollar. D'après la Banque des Règlements Internationaux, la répartition des avoirs et des dettes des pays d'Europe de l'Est auprès des banques occidentales, en Mds de dollars au taux de change courant est la suivante : en '83, les avoirs en dollars étaient de 8.8 Mds, ceux en DM de 5.8 et les dettes de 22.9 en US \$ et 9.6 en DM; en '88, les avoirs en dollars avaient progressé à 15.9 Mds et ceux en DM, à 9.8 Mds. Mais le bon le plus remarquable, on peut l'observer du côté des dettes en DM : elles passent à 22.9 Mds, soit plus du double en 5 ans. Signe clair que les pays de l'Est empruntent de plus en plus d'argent en monnaie allemande.

⁶ Dans les deux premiers mois de 1990, 9.1 Mn de journées de travail ont été "perdues" par fait de grèves, alors qu'en '89, on en a "perdu", en tout, 7.3 Mn.

⁷ D'après l'OCDE, la Russie aurait produit pour un montant de 2300 Mds de US \$ en '87, la moitié des USA et 600 Mn de plus que le Japon.

Pour ce qui est des échanges commerciaux, il suffit de signaler que depuis plus de 20 ans, la RFA est le premier exportateur vers l'Europe orientale. En 1988, le montant des exportations allemandes vers cette aire géopolitique était de 20 Mds de DM, 3 fois plus que le montant des exportations américaines. Parallèlement, la RFA est le premier marché extérieur des pays de l'est à hauteur d'une somme de 15.5 Mds de DM en 1988 alors que les USA n'atteignent pas les 4 Mds de DM.

Mais encore, et bien plus, la RFA est le véritable banquier de la RDA. Sur la dette extérieure de l'Allemagne de l'Est, de 20 Mds de dollars, plus de la moitié vient de RFA. Et désormais -même si la situation de la RDA est décidément moins grave que celle de la Pologne où les remboursements et les intérêts à payer dépassent de beaucoup les recettes des exportations- 60% des devises réalisées à l'exportation s'en vont rembourser les emprunts. De quoi étrangler à terme l'Etat si on y ajoute par exemple les 50 Mds de DM déboursés par l'administration est-allemande pour subventionner les prix, pour les maintenir à un niveau à peu près acceptable par le marché. Les Etats-patrons des pays "à démocratie populaire", incapables de baisser les coûts de production par le développement des forces productives du capital ont historiquement oeuvré par le remboursement de la différence entre ceux-ci et le prix de production. Souvent, en effet, les coûts de production sont, dans des pays à plus faible contenu technologique du procès de production par rapport aux pays centraux du MPC, plus élevés que le prix de production. Et c'est là qu'interviennent les Etats pour compenser ce hiatus par la mobilisation d'une fraction de la plus-value sociale par eux détenue, en soutien des prix de marché ainsi que par l'érection de barrières fiscales, politiques et militaires à la fixation du prix de production. Or, ces actions anti-crise de l'Etat-patron est-allemand lui ont fait prendre un retard considérable sur le renouvellement des moyens de production. On estime la productivité du travail de la RDA équivalente à à peine 50-60% de celle de la RFA. D'après la revue WIRTSCHAFTSWOCHE de Dusseldorf, la "mise à niveau" de la RDA sur le plan productif, des infrastructures et des coûts sociaux coûtera d'ici l'an 2000, près de 500 Mds de DM.

Mise à part l'économie politique-fiction, d'autres données montrent d'une façon plus concrète le prix à payer pour la restructuration de l'industrie est-allemande. Toujours d'après l'hebdomadaire de Dusseldorf, la modification de la composition technique du capital en RDA coûterait en moyenne 85000 DM par emploi. En outre, il en découlerait que si la composition technique était ramenée au même niveau qu'à l'Ouest, un million cinq cent mille salariés de plus -2 "actifs" sur 5- se retrouveraient à la rue avec l'inévitable cortège d'allocations-chômage et "perturbations" sociales. Cependant, la restructuration et le renforcement des infrastructures sont nécessaires au capital pour faire rentrer la RDA au sein de la RFA. La fixation du prix de production condamnerait sans appel les entreprises peu ou pas assez rentables de l'Est à la faillite pure et simple. Et le marché est-allemand -bien que accidenté- ne serait pas assez alimenté en marchandises par l'Allemagne de l'Ouest car déjà les capacités de production industrielle sont

saturées à un taux très élevé -90%. La conséquence prévisible serait une montée des prix des marchandises et des pénuries croissantes. Pour toutes ces raisons et une autre encore, pas secondaire du tout, - l'immigration- , la question du taux de change des marks de la RDA et de la RFA est centrale.

Le caractère crucial des parités DM et EM est particulièrement visible si on observe les conséquences sur la valorisation. Un taux de change favorable à l'EM (le taux d'un EM pour un DM) aurait un certain nombre d'effets négatifs sur l'accumulation; les voici :

-Le gonflement de la masse de moyens monétaires à disposition dans le marché intérieur sans que cela corresponde à une augmentation réelle de la valeur. Les 177 Mds de EM d'épargne forcée des allemands de l'Est -faute de marchandises à acheter avec cette devise- deviendraient, par exemple, immédiatement échangeable. Tous les pays de l'Est ont des réserves importantes de moyens monétaires hypothétiques économisés par les populations. En réalité, il s'agit d'une forme déguisée de dévalorisation du capital monétaire car elles ne pourraient fonctionner comme équivalent général ou comme moyen de paiement si elles étaient introduites sur le marché. Il n'y aurait pas ou peu de marchandises achetables par elles.

-L'aggravation de l'exposition des entreprises et de l'Etat de RDA vis-à-vis du crédit. Le MPC en Allemagne de l'Est, comme partout ailleurs, vit grâce à l'économie monétaire et en particulier grâce au crédit. Si les dettes contractées auparavant étaient chiffrées en DM, elles seraient du même coup réévaluées de 5 à 8 fois (1 DM = 5 à 8 EM sur le marché "libre") et les capitaux individuels -Etat compris- se verraient étouffés par les remboursements. En d'autres termes, la ponction du capital financier sur le capital productif serait trop importante et elle menacerait la continuité même de la production capitaliste en cette région du marché mondial. Egalement, si les salaires étaient payés en DM au niveau nominal actuel, les entreprises verraient augmenter la partie variable du capital au détriment de la plus-value qui, bien entendu, resterait à peu près la même en l'absence de modifications correspondantes de la composition technique du capital (8 -voir à la fin du texte). Les investissements productifs en seraient par conséquent atteints car une masse monétaire relativement plus importante serait allouée au remboursement des dettes et au paiement des salaires.

Ces deux grandes raisons pousseraient les autorités financières de la RFA à "limiter les concessions" sur le taux de change, c'est-à-dire à rapprocher le nouveau taux au taux réel pratiqué "avant la chute du mur". Mais un autre facteur est intervenu et a perturbé les minables jeux comptables des banques ouest-allemandes : l'immigration.

En paraphrasant une formule à la mode auprès des politologues bourgeois, les prolétaires de la RDA "ont luttés avec leurs pieds".

La classe ouvrière d'Allemagne de l'Est n'a pas attendu l'"unification" pour aller chercher des conditions de vie et de travail plus favorables. Au rythme de 2000

par jour, les prolétaires de la RDA ont franchi la frontière à la recherche de plus hauts salaires et d'une durée hebdomadaire de travail moins importante. Entre janvier et février de cette année on estime à 117042 les allemands de l'Est passés à l'Ouest. Le bouleversement du marché du travail en RFA et la pénurie de main-d'oeuvre en RDA ont été les deux causes de la promesse du chancelier Kohl d'une parité 1 DM = 1 EM avant les élections en Allemagne de l'Est. Cette promesse avait réduit de la moitié les flux migratoires mais avait alarmé les capitalistes qui d'un seul coup virent grimper le prix de la marchandise force de travail à l'Est sans que cela se traduise en une diminution considérable du même prix à l'Ouest -force ouvrière oblige. Le DM a été ainsi soumis à une pression à la baisse de son taux de change qui ne pouvait être tolérée par la Banque Centrale de la RFA. D'où le coup vache de la parité 1 DM pour 2 EM. Cela relancera les luttes à l'Est et l'émigration vers l'Ouest, les ouvriers allemands de l'Est ne supporteront pas que leur salaire réel soit ainsi réduit de la moitié. L'écart entre le salaire réel en RFA - 2800 DM brut par mois- et celui qui sera pratiqué en RDA -environ 700 DM par mois si l'on tient compte de certains subsides supplémentaires qui seront mis en place pour "adoucir la pillule"-, est trop important pour qu'il n'y ait pas de réaction. Sur un plan plus général, MC prévoit que ces "obstacles" sociaux, plus le fardeau économique et financier particulièrement lourd de l'intégration de la RDA à la RFA, plus les déséquilibres militaires de la nouvelle Allemagne "unifiée", plus une perspective de crises grandissantes planétaires, provoqueront, feront en sorte que cette annexion -si elle se fait vraiment- sera précaire et transitoire. Le mythe nationaliste de la "Grande Allemagne", qui enivre les bourgeois en ce moment, ne trouvera pas concrétisation adéquate; seul et solide restera une classe ouvrière qui n'est plus décidée à subir les "accidents" capitalistes de l'histoire et qui -par delà les inévitables poussées protectionnistes et localistes en période de stagnation voire de crise de la production capitaliste- se voudra unie dans la lutte et pour la lutte pour ses propres intérêts exclusifs. L'Allemagne se prépare ainsi -inconsciemment bien sûr- à être à nouveau l'épicentre européen de la future crise et de la conséquente guerre, possible si les prolétaires ne s'avéraient pas prêts de l'arrêter avant par le cours révolutionnaire.

Conclusions provisoires.

Alors que le capitalisme mondial s'enfonce lentement mais sûrement dans la stagnation et puis dans la crise, à l'heure du rapprochement au coeur du MPC des dramatiques facteurs d'effondrement de la production capitaliste, les premiers soubresauts sociaux traversent en long et en large la société civile et le procès de production. Des pays entiers, que disons nous, des continents entiers se déconnectent de la valorisation capitaliste pour s'engouffrer dans des dynamiques de survie du MP dominant de plus en plus ardues et désespérées. A l'immédiate périphérie du centre capitaliste mondial se concentre aujourd'hui la tension à la catastrophe de la production. Des pays tels le Brésil, l'Argentine, le Pérou, le Mexique, la Grèce, l'Algérie, le Venezuela, la Roumanie, la Yougoslavie, la Pologne, le Nigeria, les Philippines, la Chine, l'Inde et tant d'autres encore sont au bord du gouffre ou y sont déjà à moitié sans espoir de retour à un faible coût social. Des crises de régime accompagnent sans cesse cette folle course et se traduisent en autant d'éléments fondant l'affrontement de classe. Dans tous ces pays, confusément, sous l'emprise de représentations politiques, syndicales et religieuses des classes dominantes, couve et explose d'une manière intermittente la guerre sociale. De la Birmanie à l'Algérie, aux pays de l'Afrique Noire, à la Chine, à l'Argentine, au Venezuela, à la Roumanie, au Népal, au Brésil, la liste des dites "émeutes de la faim" est longue. La violence prolétarienne recommence à troubler le sommeil des classes dominantes. La paix sociale n'est plus, dans des aires entières du mode de production capitaliste, qu'un lointain souvenir et même dans les pays centraux du capitalisme, la lutte resurgit.

Aux USA : les grèves des mineurs, des 70000 ouvriers de BOEING, dans les Télécoms, dans la Santé et des conducteurs des légendaires GREYHOUNDS.

En GB : les émeutes prolétariennes contre la nouvelle loi de la fiscalité locale (Poll Tax), les grèves répétées dans l'automobile, chez BRITISH AEROSPACE, dans la Santé.

En URSS : les formidables grèves des mineurs, les agitations surgissantes dans l'automobile, dans les transports urbains.

En Corée du Sud : la longue vague de luttes ouvrières -tous secteurs confondus- à propos des salaires.

Au Japon : les dures escarmouches dans les transports ferroviaires et dans les Télécoms.

En Italie : la lente re-formation d'une fraction ouvrière massive, combative, autour du refus des plates-formes syndicales pour les contrats de travail de cette année, les agitations fréquentes dans les transports ferroviaires, le bouillonnement permanent des chômeurs napolitains.

Voilà autant de signes limpides du futur déploiement de la lutte classiste.

Certes, encore aujourd'hui, prévalent des déterminations défavorables au cours politique révolutionnaire. Certes, il ne faut pas sous-estimer la portée contre-révolutionnaire des séparatismes, illusions nationalistes, xénophobes et religieuses qui animent des pans entiers de la classe ouvrière mondiale. Ou encore la singulière arriération de la composante communiste, ou son extrême faiblesse quantitative et qualitative, en plus de son absence quasi-totale des mouvements actuels. Il ne faut pas non plus, dans l'analyse de la situation, gommer avec aisance l'emprise de l'idéologie bourgeoise sur les prolétaires en lutte dans les pays à "démocratie-populaire" qui leur font jeter aux orties l'horizon communiste confondu avec le cadre politique et théorique qui inspire les régimes dits socialistes. Toutes ces considérations sont fondées et doivent être prises en ligne de compte lors du travail de compréhension de la situation actuelle. Sans concessions sur le plan tactique et théorique, il faut plus que jamais que l'élément révolutionnaire se jette à l'eau du mouvement même si celle-ci est trouble et même s'il faut aller rigoureusement à contre-courant. Un exemple parmi d'autres de cette démarche et des multiples façons erronées d'aborder la solution théorique et pratique d'une question concrète qui se pose à l'heure actuelle est représenté par la résurrection résiduelle de la question dite nationale. En particulier en Russie, mise à part la grande lutte des mineurs qui elle ne contient pas cette tare, aux confins de la confédération, des pays demandent l'indépendance et des ethnies s'entre-tuent. Conséquence de la crise imminente, le repli sur leurs traditions ataviques (l'Islam des Azéris) ou sur leur "richesse" relative (les opulentes et industrielles républiques baltes), des fractions de population -y compris des prolétaires- abandonnent la seule perspective réaliste de l'unité révolutionnaire internationale pour en cultiver le rêve impossible de la cité interdite. Face à ces revendications, la position communiste doit être sans ambages; à l'époque du marché mondial et de la domination mondiale du MPC, chaque petite parcelle de la croûte terrestre occupe une place précise dans la division internationale du travail. Les Etats modernes reflètent cette tendance au dépassement progressif des frontières de la production sociale. Pas encore -et jamais tant que le MPC existera- Etat planétaire, mais déjà plus Etats-nations stricto sensu, ils couvrent plutôt des régions dessinées par la valorisation du capital, des portions congrues d'aires géopolitiques. Bien que trouvant leurs racines dans la hiérarchie pré-capitaliste des races et des nations, ils sont déjà l'expression partielle de leur dépassement. L'époque de la domination réelle mondiale du MPC est aussi celle de la révolution prolétarienne en tant qu'unique perspective de progrès des forces productives sociales.

" La nationalité de l'ouvrier n'est pas française, ni anglaise, ni allemande, c'est le travail, l'esclavage libre, le marchandage de soi-même. Son gouvernement n'est pas français, ni anglais, ni allemand, c'est le Capital. Son atmosphère natale n'est pas française, ni anglaise, ni allemande, c'est l'atmosphère de

l'usine. Le sol qui lui appartient en propre n'est pas le sol français, ni anglais, ni allemand; il se trouve quelques pieds sous terre."

(Marx, Critique de l'économie nationale, Ed. bilingue, EDI, pg.81)

Tout retour en arrière est impossible à l'état présent de la puissance productive de l'homme. La barbarie ne peut se concevoir que comme prolongation de la civilisation. Donc, toute revendication d'autonomie nationale et/ou raciale et/ou ethnique est fondamentalement réactionnaire même si elle est fondée sur une oppression nationale, raciste, ethnique, "culturelle" réelle. Les communistes le répéteront sans discontinuer en mettant en avant toujours les causes capitalistes de cette oppression : l'exploitation et sa forme sociale donnée. Cependant, taxer d'une même façon indifférenciée les mouvements "nationaux" de réactionnaires signifie nier que le capital utilise la division résiduelle, nationale, raciale, ethnique du travail à son propre compte. Cela signifie nier purement et simplement les raisons matérielles de cette oppression. C'est pour cela que bien qu'opposés aux revendications séparatistes, les communistes ne font pas front commun avec les Etats trans-nationaux, inter-ethniques et inter-raciaux capitalistes pour l'étouffement des mots d'ordre d'auto-détermination. Ils s'efforcent plutôt de déceler dans chaque revendication de ce type son fondement par rapport à la division internationale du travail et -à l'instar de Marx et de Lénine- affirment qu'on ne fait pas la révolution sans ou contre certaines fractions du prolétariat sous influence séparatiste et que la "libre" détermination administrative des nations résiduelles dans le cadre du dépassement communiste de la valeur, du capital et de la défense des intérêts stratégiques de l'Etat prolétarien, sera possible au sein du processus révolutionnaire. Opposés, à la revendication autonomiste, les communistes devront faire preuve de la même finesse tactique que les bolcheviks, malgré leurs multiples incertitudes et déviations ponctuelles.

" Une chose est sûre : le prolétariat victorieux ne peut imposer le bonheur à aucun peuple étranger sans compromettre sa propre victoire. "

(Lettre de Engels à Kautsky, in "Textes sur le colonialisme", Editions du Progrès, pg.358)

Si le facteur communiste était par exemple présent en Lituanie, il s'attellerait à la tâche d'expliquer la nature idéaliste de la lutte pour la sortie de la Lituanie de la confédération russe et prônerait l'alliance avec les ouvriers russes de l'immigration intérieure qui eux se battent pour le maintien des républiques baltes dans la Russie. Il expliquerait que c'est seulement par la voie de la lutte classiste contre la dévalorisation de la marchandise-force de travail conduite par delà les frontières qu'il est possible de se défendre des coups de la crise approchante. Mais il ne soutiendrait en aucune manière -directe ou indirecte- l'oeuvre normalisatrice et répressive de l'Etat-patron russe (9 -voir à la fin du texte). Si la situation devenait

explosive il se rangerait, en pleine indépendance politique et organisationnelle, du côté des prolétaires frappés par la lourde main étatique tout en dénonçant l'expression politique et syndicale bourgeoise de ce mouvement, son essence contre-révolutionnaire et exploiteuse. Il ne s'agirait bien sûr pas de défendre plus ou moins critiquement un Etat capitaliste en formation en répétant l'expérience stalinienne et social-démocrate des fronts, des résistances, de l'unité nationale, mais de lutter pour que ces mouvements éclatent et pour que s'opère la séparation inévitable à terme entre l'élément prolétarien radical et le nationalisme réactionnaire. Le chemin de cette perspective tactique est bien entendu semé de tas d'embûches qui la dénatureraient, ou bien dans le sens de l'indifférence vis-à-vis des soubresauts sociaux confus de l'heure pour affirmer dans les faits l'absolue inefficacité de la théorie révolutionnaire du prolétariat, ou bien dans le sens de l'amalgame avec l'expression bourgeoise actuelle de la guerre sociale. Dans les deux cas, le résultat serait l'éloignement de l'issue révolutionnaire de la crise à venir. Le communisme organisé aujourd'hui se trouve face à une situation éminemment complexe, dans laquelle se fondent, au sein de la persistance d'un cours politique encore globalement contre-révolutionnaire, les premiers symptômes clairs de la crise approchante dans un contexte de stagnation progressive de la production capitaliste et l'émergence de durs conflits sociaux où se relayent domination politique et syndicale bourgeoise et poussées prolétariennes -souvent violentes- à son dépassement. Le communisme théorique, en ce cadre, se doit de prouver qu'il n'est pas uniquement la théorie du prolétariat lorsque ce dernier évolue dans une période révolutionnaire en laissant les mains libres à la social-démocratie dans les périodes qui ne sont pas révolutionnaires. La science communiste est aussi capable de s'enraciner dans les situations défavorables dans la classe qui l'a secrétée même si le coefficient de pénétration en son sein est dépendant du cours politique et même si ce processus implique une force certaine des noyaux communistes et leur aptitude à aller à contre-courant sans perdre de vue le fleuve de la lutte de classes. C'est pour cela que les tâches de l'heure sont plus facile à énoncer qu'à réaliser. C'est toujours pour cela qu'en particulier, maintenant, le doute s'installe aisément chez certains éléments avancés de la classe, attirés ou par le sempiternel repli sur soi-même dans ses diverses variantes a-politiques et académistes, ou par l'impatience combattante dans ces deux déclinaisons opportunistes : terroriste et syndicaliste. C'est encore pour cela que le cycle politique du facteur communiste est remarquablement déprimé par rapport déjà à celui du prolétariat.

Mouvement Communiste, fidèle aux postulats de son existence, continue son engagement militant axé sur un travail unitaire dont les trois pivots sont :

* la reprise du travail de bilan du cours historique le plus souvent à partir d'une situation spécifique jusqu'à la mise en évidence des constantes des lois de l'exploitation et de leur faillite;

* l'avancement dans la solution théorique des grandes questions tactiques laissées sans résolution satisfaisante par la vague précédente de la révolution prolétarienne : la question syndicale, la question militaire et la question du parti;

* l'oeuvre d'enracinement du programme, des adresses tactiques et de l'organisation communistes au sein de la classe exploitée, notamment par des initiatives visant à encourager l'apparition, le renforcement et la consolidation par et dans les luttes d'une fraction d'ouvriers d'avant-garde progressivement attirés par le communisme.

Pour mener à bien un tel plan ambitieux d'action, il est nécessaire plus que jamais d'impulser la concentration et la centralisation internationale des forces communistes présentes dans un corps vivant et soudé dont la "raison sociale" doit être la constitution de l'organe préalable au parti ouvrier mondial des lendemains révolutionnaires.

Une semblable formation politique fait dramatiquement défaut aujourd'hui et il n'est pas trop tôt de travailler à sa constitution.

- Avril 90 -

Note (8) :

Ce texte a été rédigé avant l'annonce spectaculaire de Mr KOHL du 23.04.90. D'après le premier ministre ouest-allemand, la RFA "concèderait" à sa petite soeur de l'Est le taux 1=1.

Nous constatons que :

1) Il s'agit d'une décision dictée par les immenses manifestations de rue dans toutes les villes est-allemandes qui ont suivi l'annonce précédente -elle aussi très officielle- du taux 1=2 faite par Mr PÖHL, gouverneur de la BUNDESBANK.

2) Pour les dettes des entreprises et pour l'épargne "populaire" on s'oriente vers le maintien du 1=2.

3) Pour les salaires, la différence est nulle, si l'on considère que le 1=2 de la BUNDESBANK aurait été appliqué après des augmentations préalables des salaires est-allemands d'au moins 30% et que la proposition retenue aujourd'hui implique le gel de ces derniers pour une "période indéfinie". La ruse est grossière, la ficelle trop épaisse et les ouvriers d'Allemagne -nous leur faisons confiance- sauront les reconnaître et les combattre avec la force nécessaire.

Par ailleurs, nous nous réjouissons des difficultés précoces qu'a rencontré la mystification démocratique et électoraliste ayant dû s'affronter aussi rapidement à la triviale réalité de la valorisation. (Note rédigée en Mai 90)

Note (9) :

La bourgeoisie mondiale est tellement solidaire du combat "anti-national" de l'Etat russe que les BUSH, MITTERRAND, KHOL etc se sont empressés de le soutenir en "invitant" les autonomistes lituaniens à mettre leurs revendications "entre parenthèses" sine die.

(Note rédigée en Mai 90)